

PROJET

LOI DE FINANCES 2021

ANNEXE

SITUATION DE LA REMUNERATION DES AGENTS PUBLICS

La question de la soutenabilité budgétaire des dépenses salariales est un enjeu capital dans la viabilité des finances publiques à la fois en raison du fait que la masse salariale constitue plus de 21% du budget global de l'Etat et de ce que le paiement des salaires fait l'objet d'un engagement de long terme entre l'Etat et les agents publics recrutés. C'est dans ce sens que sa maîtrise demeure l'une des priorités constantes du gouvernement.

La soutenabilité des dépenses salariales obéit à deux contraintes principales à savoir l'activité économique dont dépendent les capacités de mobilisation des recettes fiscales et le poids de la masse salariale dans le budget de l'Etat. L'atteinte du poids optimal exige des efforts de rationalisation pour permettre à l'Etat d'honorer durablement ses engagements vis-à-vis de l'ensemble des agents publics.

Il faut souligner que la valeur de l'indicateur d'évaluation de cette soutenabilité, notamment le ratio de soutenabilité mesuré par le rapport entre les dépenses de personnel et les recettes fiscales, ne devrait pas dépasser le plafond de 35% fixé par la norme communautaire CEMAC dans le cadre du dispositif de surveillance multilatérale pour assurer la convergence économique des pays membres.

L'analyse de l'évolution des dépenses de personnel au cours des 10 (dix) dernières années a permis de relever que la masse salariale effectivement payée aux agents publics dans le budget de l'Etat croît annuellement de 5,6% en moyenne malgré les multiples actions d'assainissement du fichier solde de l'Etat. Cette progression a été déjà relevée dans l'étude réalisée en 2018 sur la soutenabilité de la masse salariale qui avait établi par ailleurs que l'augmentation des effectifs est la principale source d'accroissement de la masse salariale. Cette augmentation résulte du niveau très élevé des recrutements au cours des dix dernières années, en comparaison aux départs à la retraite.

L'étude a également permis de mettre en lumière la réduction drastique des effectifs dans certains corps de métiers des secteurs productifs à l'instar du secteur agro-pastoral, du secteur minier, du secteur des télécoms, de la santé, ainsi que la traduction et l'interprétariat. A l'opposé, en passant de **30 640** à **83 308** entre janvier 2010 et juin 2020, les effectifs des enseignants du secondaire se sont multipliés par 2,7. Ils représentent désormais 34,4% des effectifs de la fonction publique, alors qu'ils n'en représentaient que 15,8% au début de l'année 2010. De même leur masse salariale représente 32,3% contre 21% en 2010.

Les conclusions de cette étude qui supposait une croissance économique de l'ordre de 4,5% ont relevé qu'au cours des prochaines années, le volume de crédits budgétaires à réserver aux prises en charge de nouveaux recrutements devrait être plafonné à 9,2 milliards FCFA chaque année pour garantir la soutenabilité budgétaire de la masse salariale, avec une marge d'ajustement salarial nécessaire pour tenir compte du pouvoir d'achat des agents publics. Compte tenu du coût salarial moyen au recrutement observé en 2017, ce plafond correspond à un effectif d'environ 5 900 nouveaux agents publics, tous recrutements confondus.

De prime à bord, il en ressort ainsi la nécessité pour le Gouvernement d'opter prudemment pour une moyenne annuelle limitée à ce plafond de recrutements, compte tenu de la capacité

actuelle de mobilisation des recettes de l'Etat, et de l'exigence liée au respect de la norme communautaire sur la masse salariale pour permettre à la fois de consolider les acquis de la rationalisation budgétaire et mieux orienter les choix vers la qualité des ressources humaines en adéquation avec les options stratégiques du gouvernement en matière de développement.

Les recrutements spéciaux devenus récurrents ces dernières années, exercent une pression budgétaire importante sur la masse salariale lorsqu'ils ne sont pas pris en compte dans le plan de recrutement annuel élaboré en tenant compte des marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour honorer le paiement des salaires conséquents.

La rationalisation des dépenses des personnels et la maîtrise de la masse salariale en particulier, pour garantir la viabilité des finances publiques interpellent permanemment toutes les administrations et les responsables publics à la stricte application des mesures d'assainissement que sont :

- La notification systématique des suspensions temporaires ou définitives des agents publics dans le cadre soit des sanctions disciplinaires, soit des cas de détachement, des mises en disponibilité, des démissions, des retraites anticipées, ou des décès ;
- La libération systématique des personnes retraitées conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le respect des plafonds de crédits soutenables réservés aux nouvelles recrues dont les effectifs devront tourner autour de 6 000 tous recrutements confondus.

Tableau 1 : Effectifs et masse salariale par administration au cours du premier semestre 2020

Chapitre budgétaire et administration	Effectif au mois de juin 2020	Masse salariale totale au cours du 1 ^{er} semestre 2020	Poids des effectifs	Poids des masses salariales
1. PRC	880	915 231 268	0,26%	0,19%
2. SRPR	13	23 351 791	0,00%	0,00%
4. SPM	412	583 647 281	0,12%	0,12%
6. MINREX	1 362	5 363 914 205	0,40%	1,10%
7. MINAT	15 366	8 497 286 945	4,51%	1,74%
8. MINJUSTICE	10 166	13 207 675 178	2,98%	2,70%
9. COUR SUPREME	29	136 109 369	0,01%	0,03%
10. MINMAP	1 293	1 930 419 481	0,38%	0,39%
11. CONSUPE	289	480 617 261	0,08%	0,10%
12. DGSN	24 340	36 084 930 438	7,14%	7,37%
13. MINDEF	65 816	83 912 688 592	19,30%	17,14%
14. MINAC	352	500 525 904	0,10%	0,10%
15. MINEDUB	59 315	77 450 051 782	17,40%	15,82%
16. MINSEP	2 728	4 827 070 931	0,80%	0,99%
17. MINCOM	346	477 830 793	0,10%	0,10%
18. MINESUP	5 036	13 773 784 755	1,48%	2,81%
19. MINRESI	1 122	2 294 382 042	0,33%	0,47%
20. MINFI	11 245	12 085 957 225	3,30%	2,47%
21. MINCOMMERCE	1 562	1 588 761 808	0,46%	0,32%
22. MINEPAT	1 482	2 020 997 074	0,43%	0,41%
23. MINTOUL	589	667 812 098	0,17%	0,14%
25. MINESEC	91 177	165 224 060 898	26,74%	33,75%
26. MINJEC	3 086	4 482 703 744	0,91%	0,92%
27. MINDDEVEL	310	503 158 318	0,09%	0,10%
28. MINEPDED	518	681 556 777	0,15%	0,14%
29. MINMIDT	743	970 412 377	0,22%	0,20%
30. MINADER	3 846	4 890 573 083	1,13%	1,00%
31. MINEPIA	3 276	3 933 110 073	0,96%	0,80%
32. MINEE	875	1 055 647 659	0,26%	0,22%
33. MINFOF	3 026	3 264 367 653	0,89%	0,67%
35. MINEFOP	2 977	3 908 970 645	0,87%	0,80%
36. MINTP	1 809	2 296 193 628	0,53%	0,47%
37. MINDUH	700	866 712 015	0,21%	0,18%
38. MINDCAF	1 485	1 724 117 815	0,44%	0,35%
39. MINPMEESA	549	690 575 625	0,16%	0,14%
40. MINSANTE	16 698	20 869 827 499	4,90%	4,26%
41. MINTSS	550	641 006 452	0,16%	0,13%
42. MINAS	1 377	1 449 399 532	0,40%	0,30%
43. MINPROFF	674	775 644 190	0,20%	0,16%
45. MINPOSTEL	1 122	1 432 830 372	0,33%	0,29%
46. MINT	856	946 603 989	0,25%	0,19%
50. MINFOPRA	1 590	2 142 906 519	0,47%	0,44%
Ensemble des actifs	340 987	489 573 425 084	100,00%	100,00%
Pensionnés	160 395	116 231 373 762	/	/

Source : MINFI/DGB/DDPP

Tableau 2 : Structure des effectifs par sous-secteur au mois de juin 2020

Sous-secteur	Effectif	Masse salariale	Poids des effectifs	Poids des masses salariales
Souveraineté	2 666	1 160 445 038	0,78%	1,45%
Gouvernance	10 484	2 297 365 209	3,07%	2,87%
Défense et Sécurité	90 156	19 977 776 117	26,44%	24,96%
Administration générale et financière	31 286	4 144 322 735	9,18%	5,18%
Education	156 649	42 185 612 494	45,94%	52,70%
Infrastructures Productives	6 846	1 368 906 113	2,01%	1,71%
Santé	16 698	3 394 314 459	4,90%	4,24%
Secteur rural	10 667	2 018 462 401	3,13%	2,52%
Industries et services	3 444	657 648 409	1,01%	0,82%
Développement social et Emploi	5 578	1 138 492 784	1,64%	1,42%
Culture, sports et loisirs	6 513	1 704 318 079	1,91%	2,13%
Total général	340 987	80 047 663 838	100,00%	100,00%

Source : MINFI/DGB/DDPP

Tableau 3 : Poids des catégories de personnel par ministère au mois de juin 2020

Chapitres	Effectif	FONCTIONNAIRES			CORPS D'ARMEE	CONTRACTUELS			AUTRES CATEGORIES	Cumul
		Catégories A	Catégories B	Catégories C et D	Militaires et Gendarmes	Catégories 10 à 12	Catégories 6 à 9	Catégories 1 à 5	Elèves, personnels à solde globale	
1. PR	877	9%	0%	0%	0%	13%	33%	42%	2%	100%
2. SRPR	13	38%	0%	0%	0%	39%	15%	0%	8%	100%
4. SPM	411	36%	4%	0%	0%	14%	16%	29%	1%	100%
12. DGSN	24 306	7%	11%	82%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
6. MINREX	1 275	46%	24%	0%	2%	10%	9%	4%	6%	100%
7. MINAT*	15 344	3%	3%	1%	0%	4%	5%	3%	81%	100%
8. MINJUSTICE	10 353	21%	18%	50%	0%	4%	4%	2%	1%	100%
9. COUR SUPREME	29	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
10. MINMAP	1 290	38%	15%	0%	0%	22%	20%	4%	0%	100%
11. CONSUPE	289	41%	3%	1%	0%	35%	9%	10%	1%	100%
13. MINDEF	66 099	0%	0%	0%	99%	0%	0%	0%	0%	100%
14. MINAC	351	46%	12%	0%	0%	15%	13%	13%	1%	100%
15. MINEDUB	59 226	2%	23%	2%	0%	1%	72%	0%	0%	100%
16. MINSEP	2 723	42%	50%	0%	0%	3%	4%	1%	0%	100%
17. MINCOM	346	40%	7%	0%	0%	20%	19%	14%	0%	100%
18. MINESUP	5 029	92%	1%	0%	0%	3%	2%	1%	1%	100%
19. MINRESI	1 120	57%	1%	0%	0%	25%	10%	7%	0%	100%
20. MINFI	11 227	20%	15%	24%	0%	13%	19%	8%	1%	100%
21. MINCOMMERCE	1 560	15%	19%	36%	0%	7%	14%	7%	2%	100%
22. MINEPAT	1 480	45%	16%	1%	0%	15%	13%	9%	1%	100%
23. MINTOUL	589	15%	3%	1%	0%	17%	46%	17%	0%	100%
25. MINESEC	91 048	89%	3%	0%	0%	2%	6%	0%	0%	100%
26. MINJEC	3 081	46%	43%	0%	0%	6%	3%	3%	0%	100%

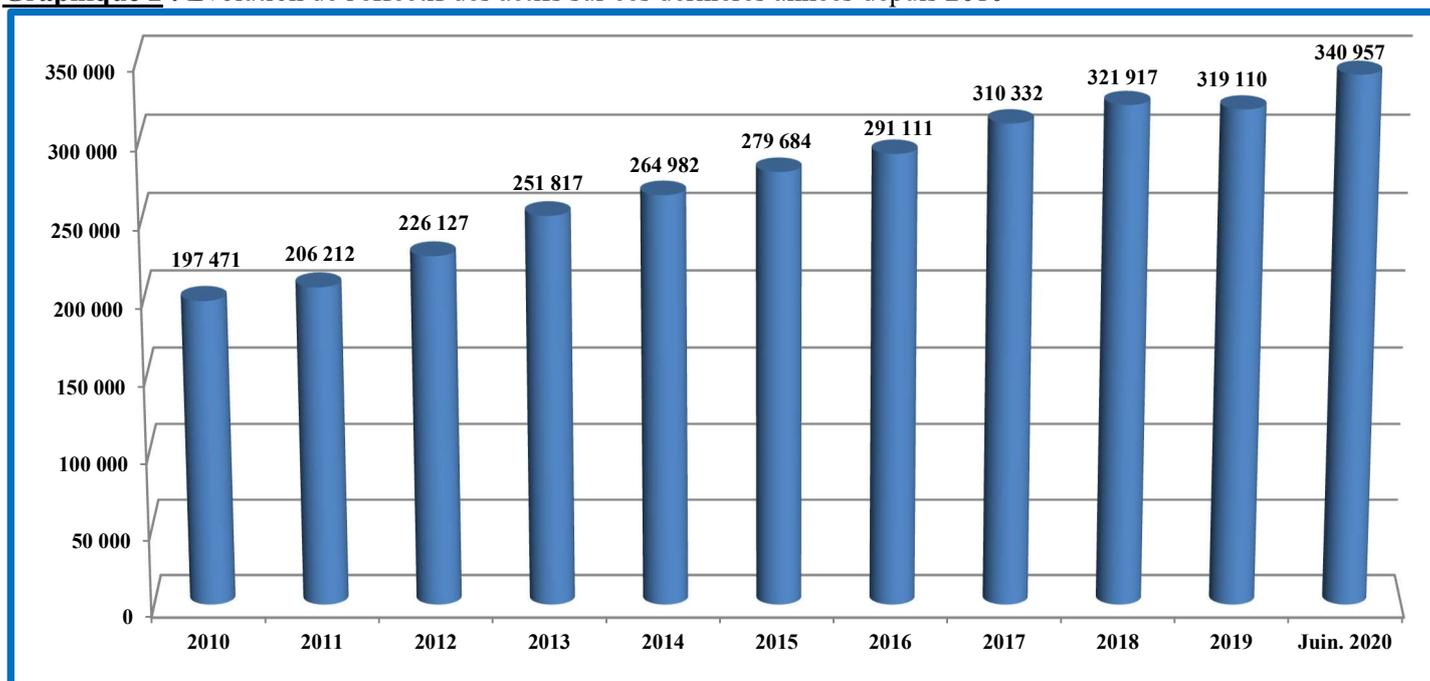
Chapitres	Effectif	FONCTIONNAIRES			CORPS D'ARMEE	CONTRACTUELS			AUTRES CATEGORIES	Cumul
		Catégories A	Catégories B	Catégories C et D	Militaires et Gendarmes	Catégories 10 à 12	Catégories 6 à 9	Catégories 1 à 5	Elèves, personnels à solde globale	
28. MINEPDED	517	23%	13%	0%	0%	33%	22%	9%	0%	100%
27. MINDDEVEL**	310	34%	11%	1%	0%	25%	9%	2%	18%	100%
29. MINMIDT	741	30%	11%	2%	0%	27%	21%	7%	2%	100%
30. MINADER	3 839	20%	28%	15%	0%	7%	22%	7%	0%	100%
31. MINEPIA	3 271	10%	45%	17%	0%	2%	23%	2%	0%	100%
32. MINEE	873	22%	13%	2%	0%	28%	23%	11%	1%	100%
33. MINFOF	3 019	14%	31%	32%	0%	5%	11%	6%	0%	100%
35. MINEFOP	2 973	10%	25%	1%	0%	2%	57%	5%	0%	100%
36. MINTP	1 807	26%	20%	5%	0%	14%	21%	14%	0%	100%
38. MINDCAF	1 461	23%	22%	5%	0%	17%	25%	8%	1%	100%
37. MINDUH	699	20%	23%	0%	0%	16%	22%	18%	1%	100%
39. MINPMEESA	547	30%	9%	4%	0%	23%	22%	11%	1%	100%
40. MINSANTE	16 674	22%	19%	14%	0%	4%	31%	10%	0%	100%
41. MINTSS	549	25%	22%	8%	0%	13%	16%	11%	6%	100%
42. MINAS	1 374	9%	23%	2%	0%	5%	41%	17%	3%	100%
43. MINPROFF	673	21%	10%	0%	0%	18%	25%	25%	0%	100%
45. MINPOSTEL	1 120	29%	25%	3%	0%	8%	19%	15%	1%	100%
46. MINT	854	16%	15%	9%	0%	21%	25%	13%	1%	100%
50. MINFOPRA**	1 586	9%	7%	3%	0%	4%	6%	10%	61%	100%
Ensemble	340 957	32%	11%	10%	19%	3%	19%	2%	4%	100%

Source : MINFI/DGB/DDPP

(*) Le chapitre budgétaire du MINAT supporte la rémunération des chefs traditionnels

(**) Le MINFOPRA et le MINDDEVEL supportent également le salaire payé aux élèves qui sont essentiellement constitués des personnels en formation à l'ENAM ainsi que ceux ayant fini leur formation mais sans avoir effectué la mise à jour de leur situation de carrière

Graphique 2 : Evolution de l'effectif des actifs sur ces dernières années depuis 2010



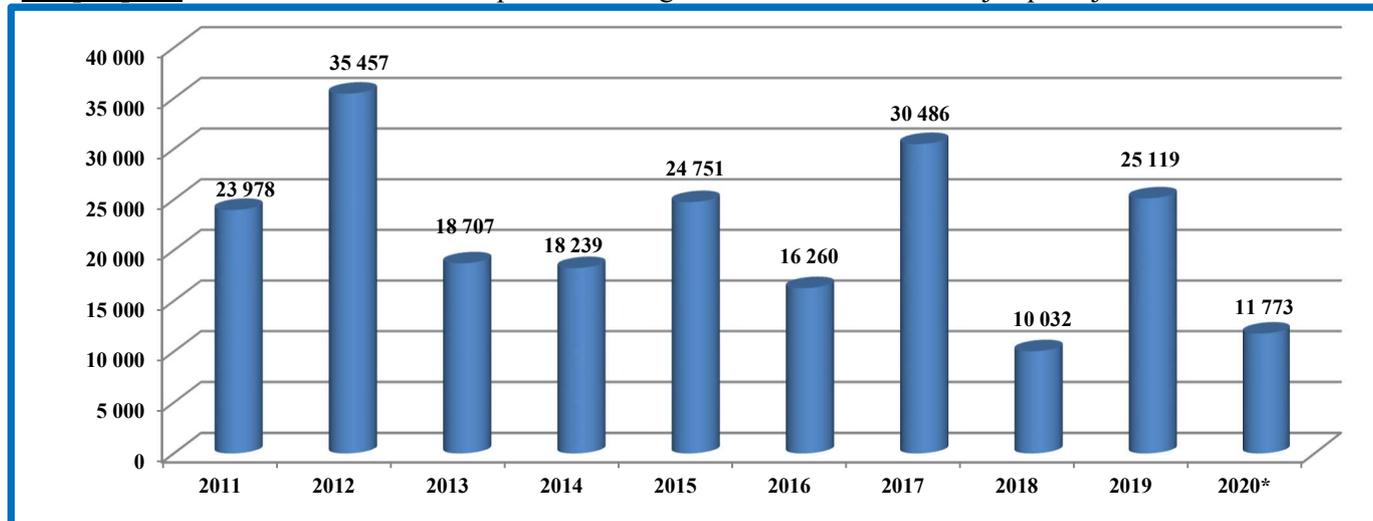
Source : MINFI/DGB/DDPP

N.B. : Baisse en 2019 due à l'opération de Comptage Physique du Personnel de l'Etat (COPPE2018)

Tableau 4 : Effectif des nouvelles prises en charge effectives dans le fichier solde de janvier 2011 – juin 2020

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Jan-juin 2020	Cumul
25 000 jeunes	0	21 872	1 882	1 744	216	188	135	0	0	0	26 037
Autres décisionnaires	200	511	137	136	65	68	9	34	47	158	1 365
Autres contractuels	302	1 459	615	428	70	45	24	1 693	268	590	5 494
Temporaires de 2009	2 977	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 977
Instituteurs contractualisés	5 340	3 295	169	43	6	2 973	2 795	0	2 699	0	17 320
Fonctionnaires C& D	1 060	1 279	707	801	754	954	1 412	1 207	181	99	8 454
Fonctionnaires B1 & B2	974	938	1 100	1 275	565	369	925	640	486	191	7 463
Enseignants du secondaire	1 916	2 402	5 258	5 460	10 120	9 175	10 226	3 315	7 341	4 336	59 549
Autres fonctionnaires A1 & A2	592	711	778	729	446	609	493	866	630	182	6 036
Policiers	1 758	20	2 135	14	6	1	4 326	4	5 523	16	13 803
Armée	6 129	1 416	5 012	1 499	9 272	221	8 053	385	5 939	5 298	43 224
Chefs traditionnels	8	18	26	5 109	2 284	601	871	826	743	681	11 167
Autres personnels de l'État	685	524	511	757	628	572	473	448	514	4	5 116
Personnels des corps de la santé	2 037	1 012	377	244	319	484	744	614	748	218	6 797
Ensemble des nouvelles prises en charge	23 978	35 457	18 707	18 239	24 751	16 260	30 486	10 032	25 119	11 773	214 802

Source : MINFI/DGB/DDPP

Graphique 1 : Evolution des nouvelles prises en charge au fichier solde de 2011 jusqu'en juin 2020

Source : MINFI/DGB/DDPP

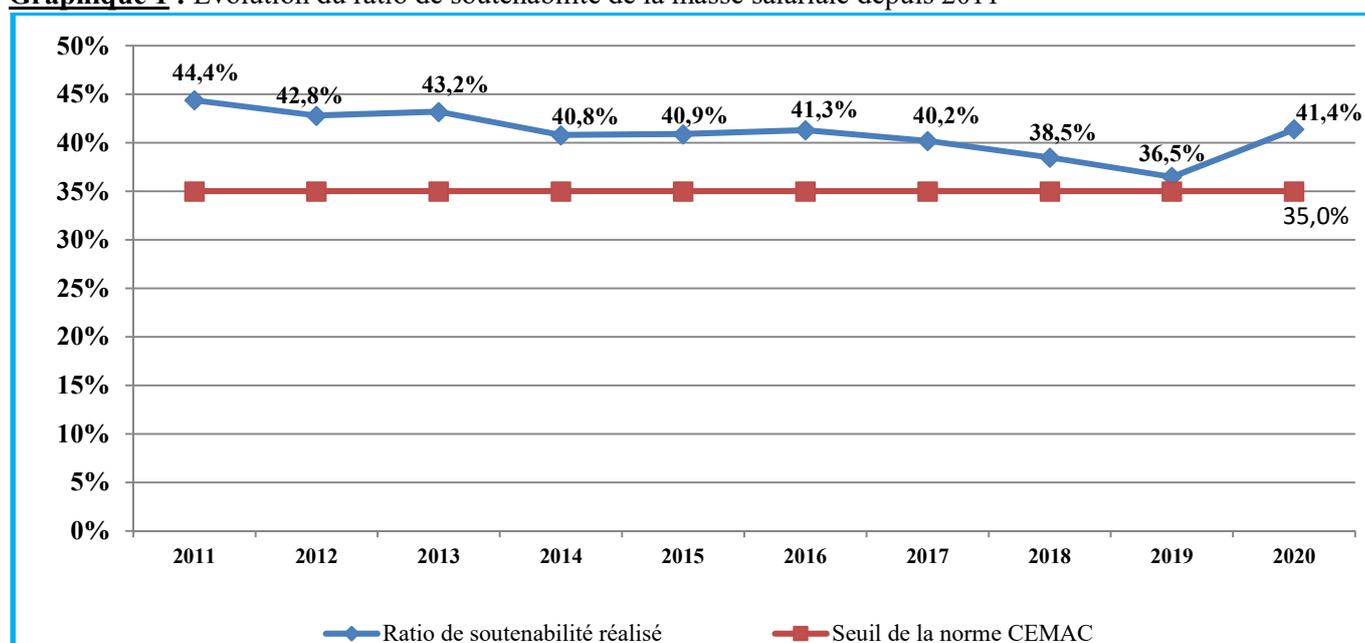
(*) Volume des nouvelles prises en charge en 2020 de janvier à juin

Tableau 5 : Evolution du ratio de soutenabilité de la masse salariale sur les 10 dernières années

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Recettes fiscales	1 533,60	1 648,80	1 828,90	2 087,20	2 225,00	2 269,30	2 380,00	2 742,30	2 768,30	1 247
Dépenses de personnel	681,4	706,1	790,1	851,6	910,7	937,3	956,2	1 054,50	1 010,10	516,7
Ratio de soutenabilité	44,4	42,8	43,2	40,8	40,9	41,3	40,2	38,5	36,5	41,4

Source : MINFI/DGB/DDPP

(*) Niveau réalisé au 30 juin 2020

Graphique 1 : Evolution du ratio de soutenabilité de la masse salariale depuis 2011

Source : MINFI/DGB/DDPP

Au cours de ces 10 dernières années, les efforts de rationalisation des dépenses de personnels à travers l'assainissement continu du fichier solde, ainsi que la dynamique de mobilisation des recettes fiscales, ont permis d'améliorer progressivement le ratio de soutenabilité de la masse salariale. L'apparition de la pandémie du COVID19 en 2020 a impacté négativement cette évolution au cours des 6 premiers mois. Les mesures de rationalisation devront donc être encore renforcées au cours de l'exercice 2021 pour influencer ce changement et stabiliser la variation du ratio de soutenabilité.